

BOURSE
Suivez l'évolution des indices boursiers sur
lapresseaffaires.cyberpresse.ca/indices

FINANCES PERSONNELLES
Besoin d'aide pour y voir plus clair dans vos finances? Consultez
lapresseaffaires.cyberpresse.ca/finances-personnelles

OPINIONS
Les dernières analyses économiques de Sophie Cousineau,
à lire sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/cousineau

LA PRESSE AFFAIRES



AGRICULTURE
LES REVENUS DES
PRODUCTEURS RECULENT
PAGE 5

SALAIRE MINIMUM
UNE NOUVELLE HAUSSE LE 1^{ER} MAI
PAGE 4

S&P TSX 13 365,15 +171,87 (+1,30%)	S&P 500 1254,60 +7,52 (+0,60%)	DOW JONES 11 533,16 +55,03 (+0,48%)	PÉTROLE 89,82 \$US +0,45 \$US (+0,50%)	DOLLAR 98,28 ¢US -0,11 ¢US
---	---	--	---	---

La Banque TD s'engage dans le prêt auto

MARTIN VALLIÈRES

La Banque Toronto-Dominion accentue son expansion aux États-Unis en achetant l'ex-filiale financière du constructeur automobile Chrysler, désormais contrôlé par l'italien Fiat.

Avec cette acquisition, confirmée hier à 6,3 milliards US après maintes rumeurs, la Banque TD se hisse parmi les cinq principaux prêteurs du marché automobile en Amérique du Nord.

La Banque TD achète Chrysler Financial et ses 7,5 milliards US d'actif en prêts automobiles des mains du fonds d'investissement Cerberus Capital, de New York.

En 2006 et 2007, Cerberus avait misé plus de 10 milliards US dans l'industrie automobile en acquérant le contrôle de Chrysler et de sa filiale de financement, ainsi que de la filiale financière GMAC de General Motors.

Mais, en moins de deux ans, cette mise de Cerberus fut gravement compromise par la crise financière et l'importante récession dans le marché automobile aux États-Unis.

Pour limiter ses pertes, Cerberus a revendu GMAC et il a cédé Chrysler à Fiat, lors de sa restructuration en protection de faillite. Toutefois, Cerberus a pu garder la filiale financière de Chrysler afin d'y trouver un acheteur à meilleur prix, ce qu'il a réalisé grâce à la TD et à ses ambitions américaines.

Le prix annoncé de 6,3 milliards US permettrait en fait à Cerberus de combler en bonne partie les 7,4 milliards US investis chez Chrysler en 2007, selon des avis d'analystes rapportés hier dans la presse d'affaires américaine.

Il faut souligner que la TD laisse à Cerberus une part d'un milliard de l'actif de Chrysler Financial qui est constituée de prêts autres que pour des

» Voir TD en page 4

Bell enrichit ses cadres



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

C'est un immense cadeau d'une valeur de 260 millions de dollars que les milliers de cadres de Bell Canada (BCE) se sont partagé hier, à quelques jours de Noël.

En effet, le mardi 21 décembre 2010 correspondait au jour ultime où quelque 7,5 millions d'unités d'actions de négociation restreinte devenaient « acquises » entre les mains des dirigeants de Bell et de ses filiales. Les données sur ce nombre d'actions proviennent du dernier rapport trimestriel.

Pour qu'elles deviennent « acquises », c'est-à-dire pleinement négociables comme des actions ordinaires, les dirigeants, à qui ces unités d'actions avaient été octroyées le 22 décembre 2008, devaient rester en poste. L'action de

BCE se négocie présentement autour des 35 \$ pièce.

Notez que les cinq membres de la haute direction accaparent à eux seuls 17 % de la cagnotte, soit près de 1,3 million d'actions, pour une valeur de 45 millions de dollars.

Ce régime d'intéressement des cadres avait été mis sur pied dans les jours qui ont suivi l'annonce du retentissant échec de la privatisation de Bell Canada par Teachers', le régime de retraite des enseignants de l'Ontario. Dans le cadre de l'avortement de cette gigantesque offre publique d'achat (OPA), les actionnaires de BCE avaient vu le cours de l'action chuter dramatiquement de moitié par rapport au prix initialement offert de 42,75 \$, en juillet 2007.

» Voir BELL en page 4



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

SKI EN FAMILLE

POUR ÉVITER LES DÉRAPAGES... FINANCIERS

La facture monte vite lorsque vient le temps de dévaler les pentes en famille. Il existe toutefois une panoplie de trucs pour s'assurer que vos finances ne feront pas une sortie de piste.

NOS CONSEILS EN PAGES 2 ET 3

FERMETURE D'ELECTROLUX

Investissement Québec compte récupérer son dû

MARTIN OUELLET
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Investissement Québec entend récupérer, du moins en partie, une subvention de 2 millions de dollars versée au géant industriel Electrolux qui s'apprête à déménager une usine aux États-Unis.

La société d'État avait annoncé en 2009 une contribution financière de l'ordre de 4,7 millions pour le projet de modernisation des installations d'Electrolux dans la région de Montréal, un projet de 49 mil-

lions. À ce jour, 2 millions ont été alloués et Investissement Québec compte bien exiger son dû, a indiqué hier une porte-parole, Josée Béland, à La Presse Canadienne.

Selon elle, le géant suédois des appareils ménagers s'est placé en situation de rupture de contrat en décrétant la fermeture de son usine de L'Assomption, près de Repentigny.

« Il y avait des clauses de maintien d'emploi dans le contrat. Je ne peux en dire davantage sinon qu'ils ne (les) respectent pas. C'est un

non-respect des conditions de contrat. Ce qu'il faut voir, c'est le montant qu'ils nous doivent et c'est en cours », a résumé M^{me} Béland.

Annoncée sans ménagement il y a une dizaine de jours, la fermeture d'ici 2013 de l'usine de cuisinières de L'Assomption entraînera le licenciement de 1300 salariés.

Quelques dizaines de postes seront maintenus au-delà de 2013 dans le centre de recherche de l'entreprise au Québec.

» Voir DÛ en page 4



— Helmer
Designer
montréalais

« Tout le monde était sous le charme de l'orchestre, il y avait comme un... un silence voulu, un silence respectueux. Tout a été fait pour que ce soit le meilleur spectacle à Montréal cette saison! »

« C'est un spectacle de très, très grande qualité! J'imagine qu'ils [les danseurs] doivent travailler comme des fous! C'est sûr, sûr, sûr! Je peux concevoir ce qui doit être fait pour qu'ils soient prêts. Je sais que ce sont des heures et des heures de travail. Ça, c'est évident et ça se voit sur scène. »



— Isabelle Paquette
Danseuse soliste pour les Grands Ballets Canadiens de Montréal



— Denis Gagnon
Designer québécois

« J'aurais voulu me cacher et prendre des photos pour capter ces couleurs que je trouvais magnifiques dans cette lumière... j'ai trouvé ça très inspirant. »

SHEN YUN
PERFORMING ARTS
神韻晚會

Une merveilleuse idée cadeau

7 AU 9 JANVIER 2011
PLACE DES ARTS
SALLE WILFRID-PELLETIER

TOUT NOUVEAU SPECTACLE
ORCHESTRE SUR PLACE
BILLETS

laplacedesarts.com
514 842 2112 / 1 866 842 2112

514 842-2112
1 800 678-1026 / 514 800-2928

Présenté par l'Association du Falun Dafa de Montréal
SHENYUNPERFORMINGARTS.ORG

SKI EN FAMILLE

LES PRIX TOUCHENT DES SOMMETS

Mais il y a moyen de faire descendre les coûts. Voici quelques trucs éprouvés...



MARC TISON

Premier obstacle à contourner: le coût du billet.

«Pour les gens qui veulent une belle expérience à prix raisonnable, je recommande de privilégier les stations que je qualifierais de moyen calibre, plus familiale et où on ne paie pas pour le nom», fait valoir Geneviève Larivière, directrice des communications et rédactrice en chef de *ZoneSkiMag*.

Encore faut-il comparer des comparables: sur leurs sites web, certaines stations affichent les prix taxes incluses, d'autres taxes en sus. Le champion de l'ambiguïté est Tremblant, dont les prix n'incluent pas la redevance de 2% fixée par l'Association de villégiature Tremblant, non plus que les taxes, lesquelles se calculent après la redevance. Bref, un billet de 75\$ coûte en fait 86,35\$, soit la bagatelle de 11\$ de plus. Mais il est vrai que ce serait la dernière station québécoise à mériter le nom de station familiale.

Pour faciliter les comparaisons, le tableau publié dans ces pages inclut les taxes – mais il faut savoir que la TVQ passera de 7,5% à 8,5% dès le 1^{er} janvier.

Skieurs fidèles

La plupart des centres ont mis sur pied des programmes de fidélisation. Mont-Olympia, pour donner cet exemple, accorde un rabais de 5\$ sur un billet de remontée à prix régulier, pour une journée ou soirée complète, quand on rapporte le billet de notre dernière visite.

Mont Saint-Sauveur, comme plusieurs autres centres, offre un carnet de 10 billets transférables pour 13 ans et plus pour 399\$, soit un rabais de

19% sur le tarif quotidien de 49,15\$ (tout cela avant taxes).

Dans la région de Québec, autre formule: la carte Axions, au prix de 29\$, accorde un rabais de 10\$ sur les billets à prix réguliers du Mont-Sainte-Anne et de la Station touristique Stoneham (www.clubaxions.com).

Bref, il y a presque toujours moyen de payer moins cher. Informez-vous auprès de votre station préférée. «Une étude a démontré que 90% des skieurs du Québec ne payaient pas le tarif affiché à la billetterie, rappelle Geneviève Larivière. D'une manière ou d'une autre, ils bénéficient d'un tarif préférentiel.»

Être à l'affût

Certains commerces offrent des billets au rabais pour diverses stations participantes. C'est le cas de Costco. «En raison de leur grand pouvoir d'achat, ils ont des ententes avec des centres des Laurentides, de Québec et de l'est des États-Unis, indique

primaire de skier gratuitement. Il offre jusqu'à trois journées de ski gratuites dans chacune des stations participantes. Les formulaires d'inscription ont été distribués dans les écoles primaires mais on peut encore en remplir un sur le site www.passeportdesneiges.ca. Il faut déboursier 20\$ plus taxes pour les frais d'administration et d'expédition.

L'Association des stations de ski du Québec (ASSQ) a mis sur pied diverses formules pour encourager le ski en famille, qu'elle présente sur son site www.maneige.com.

Avec la carte Boni 20, vous vous procurez une carte prépayée pour 50\$ ou 100\$, qui vous donne droit à 60\$ ou 120\$ de services de ski, soit un rabais de 20%. Elle est achetée sur le site et livrée par la poste.

La carte magnétique ActiWeb de 50\$ ou de 100\$ offre des rabais

«Une étude a démontré que 90% des skieurs du Québec ne payaient pas le tarif affiché à la billetterie. D'une manière ou d'une autre, ils bénéficient d'un tarif préférentiel.» – Geneviève Larivière de *ZoneSkiMag*

Geneviève Larivière. En général, le rabais est d'un minimum de 15% – et on n'est pas obligé de les acheter à coups de 50, comme leurs autres articles!»

«Il faut être à l'affût en tout temps, conseille-t-elle. Par exemple, sur la facture mensuelle de mon cellulaire TELUS, j'ai reçu un coupon imprimable pour une offre deux pour un à la billetterie de Mont-Tremblant.» Votre précieuse réserve d'Air Miles peut également servir à l'achat de billets de ski. «Il y a beaucoup de clubs sociaux de grands employeurs et organismes qui offrent la possibilité d'acheter des billets de ski à rabais», ajoute-t-elle.

Skiez en ligne

Certains sites web spécialisés proposent d'acheter en ligne des billets de ski à prix réduits.

Ainsi, le site www.liftopia.com offre des rabais pour diverses stations réparties au Canada et aux États-Unis. Lors de notre consultation, le Massif était la seule station québécoise affichée. On proposait un billet pour adulte à 59,36\$US, soit un rabais de 6% sur le prix régulier.

Pour sa part, le site québécois www.powski.com vous permet d'acheter en ligne des billets au rabais pour les stations Owl's Head (36\$ plutôt que 42\$), Sutton, Ski Chantecler et La Réserve. D'autres participations sont prévues.

Passeports et passe-partout

Le Passeport des neiges permet aux enfants de 4^e ou 5^e année de

similaires. Elle est distribuée gratuitement dans les magasins Sport Expert et Intersport participants. On l'active – et on la paie – sur le site www.maneige.com.

Toutefois, ni la carte Boni 20 ni la carte ActiWeb ne peuvent être combinées à un autre programme de promotion.

Pour le skieur solitaire, le carnet Ski Passe-partout, maintenant valide en tout temps, est sans doute l'offre la plus avantageuse. Il offre cinq rabais pour chacun des 52 centres participants, soit un rabais de 40%, deux de 35% et deux de 30% par station. Son coût: 37,99\$ plus taxes. Il est trop tard pour se le procurer en ligne, mais on le trouve encore chez certains marchands Sports Experts ou Intersport. Non transférable, il doit être identifié avec la photo de son porteur.

Vous skiez en famille? AccèsSki Famille fonctionne selon un principe identique (les mêmes cinq rabais par station) mais compte 44 centres participants, soit 220 sorties. Ainsi, ni Saint-Sauveur, ni Sutton, ni Tremblant n'en font partie. Le carnet pour adulte coûte 24,99\$ et celui pour enfant, 14,99\$. La demande sera effectuée sur l'internet (www.boutiquemaneige.com) et doit inclure au moins un parent et un enfant habitant à la même adresse. La livraison des carnets est faite par la poste (2\$) ou par Xpresspost (7\$).



TARIFS QUOTIDIENS DES CENTRES DE SKI ALPINS

TARIFS RÉGULIERS, EN WEEK-END, POUR LA SAISON 2010-2011

(Taxes incluses, TPS 5%, TVQ 7,5%)¹

Station	Journée complète			Blocs de quatre heures			Soirée complète		
	Adultes ²	Étudiants	Enfants	Adultes Matin / Après-midi	Étudiants Matin / Après-midi	Enfants Matin / Après-midi	Adultes	Étudiants	Enfants
Laurentides									
Mont Blanc	45,15 \$	37,25 \$	25,96 \$	38,38 \$	31,61 \$	22,58 \$			
Mont Gabriel	38,38 \$	33,77 \$	28,78 \$	32,62 \$	28,70 \$	24,47 \$	30,70 \$	27,02 \$	23,03 \$
Mont Habitant	39,51 \$	36,12 \$	28,22 \$	36,12 \$	32,73 \$	24,83 \$	30,48 \$	28,22 \$	24,83 \$
Mont Olympia	45,15 \$	39,73 \$	33,86 \$	38,38 \$	33,77 \$	28,78 \$	33,86 \$	29,80 \$	25,40 \$
Mont Saint-Sauveur	55,48 \$	47,55 \$	38,84 \$	47,16 \$	40,42 \$	33,04 \$	41,61 \$	35,67 \$	29,12 \$
Ski Chantecler	40,64 \$	32,73 \$	28,22 \$	36,12 \$	30,48 \$	24,83 \$	28,22 \$	25,96 \$	23,70 \$
Ski Morin Heights	45,15 \$	39,73 \$	33,86 \$	38,38 \$	33,77 \$	28,78 \$	33,86 \$	29,80 \$	25,40 \$
Tremblant	84,66 \$	60,95 \$	49,67 \$	* 63,49 \$	* 84,66 \$	* 84,66 \$			
Tremblant	86,35 \$	62,17 \$	50,66 \$	* 64,76 \$	* 84,66 \$	* 84,66 \$			
Tremblant	86,35 \$	62,17 \$	50,66 \$	* 64,76 \$	* 84,66 \$	* 84,66 \$			
Estrie									
Mont Orford	53,05 \$	41,76 \$	30,48 \$	41,76 \$ 39,51 \$	33,86 \$ 30,48 \$	24,83 \$ 23,70 \$			
Mont Sutton	60,00 \$	43,00 \$	34,00 \$	51,00 \$ 48,00 \$	37,00 \$ 34,00 \$	30,00 \$ 29,00 \$			
Owl's Head	42,00 \$	35,00 \$	29,00 \$	36,00 \$ 32,00 \$	29,00 \$ 24,00 \$	23,00 \$ 19,00 \$			
Ski Bromont	55,31 \$	46,28 \$	34,99 \$	49,67 \$	39,51 \$	30,48 \$	42,89 \$	38,38 \$	31,61 \$
Montérégie									
Mont Rigaud	34,00 \$	30,00 \$	30,00 \$	29,00 \$	26,00 \$	26,00 \$	29,00 \$	26,00 \$	26,00 \$
Ski Mont Saint-Bruno	37,90 \$	34,92 \$	31,71 \$	30,71 \$	27,74 \$	25,51 \$	27,74 \$	26,75 \$	22,54 \$
Lanaudière									
Mont-Garceau	39,00 \$	32,00 \$	25,00 \$	31,00 \$	27,00 \$	20,00 \$			
Val Saint-Côme	46,00 \$	39,00 \$	34,00 \$	40,00 \$	33,00 \$	28,00 \$	29,00 \$	26,00 \$	24,00 \$
Québec									
Mont-Sainte-Anne	72,24 \$	57,57 \$	38,38 \$	* 59,82 \$	* 47,41 \$	* 30,48 \$	33,86 \$	31,61 \$	20,32 \$
Stoneham	58,70 \$	44,02 \$	27,09 \$	* 48,54 \$	* 36,12 \$	* 21,45 \$	33,86 \$	31,61 \$	20,32 \$
Charlevoix									
Le Massif	72,24 \$	54,18 \$	39,51 \$	* 55,31 \$	* 42,89 \$	* 29,35 \$			

1- La TVQ passera à 8,5% le 1^{er} janvier 2011

2- Les distinctions d'âges peuvent varier selon les stations.

SKIS, FIXATIONS, BOTTES, FACTURES...

MARC TISON

Avant d'investir dans un équipement pour un jeune enfant, il vaut mieux vérifier son intérêt à dévaler les pentes. La plupart des centres de ski offrent un programme d'initiation qui inclut la location de l'équipement.

Une fois le test réussi, on vérifiera si parents ou amis n'ont pas d'équipements disponibles: rien n'est moins cher qu'un bon équipement gratuit.

À ce propos, lors de l'achat initial, mieux vaut si possible choisir des équipements asexués, pour éviter les drames lorsque William héritera des skis Pokahontas de Zoé.

Les skis pourront durer deux ans, quelquefois trois. Les bottes, surtout en période de croissance effrénée, devront souvent être remplacées chaque année. Sébastien Dubé, assistant-gérant à la boutique Oberson du Quartier DIX30 de Brossard, déconseille de viser large pour tenter de couvrir l'année suivante: l'inconfort d'une botte trop grande risque de décourager le skieur novice.

La location d'occasion

Pour les enfants (pour leurs parents, en fait), la location d'occasion est la solution la plus populaire. Par exemple, Ski Shop Laval demande 80\$ pour la location de l'équipement complet pour enfant, et 99\$ pour un équipement pour adulte. Chez Sports aux puces métropolitain, la location d'un équipement d'occasion coûte 99\$ pour les enfants, et 129\$ pour les adultes.

Règle générale, les stations de ski sont un peu plus chères. Au Mont-Olympia, pour prendre cet exemple d'une station familiale, la location avec le programme Petit skieur coûte 100\$ pour les enfants de 3 à 5 ans (skis de 70 à 90 cm) et 120\$ pour ceux de 6 à 12 ans (skis de 100 à 140 cm). L'équipement peut être neuf ou d'occasion, selon l'achalandage et les nouveaux arrivages, indique Julie Labelle, coordonnatrice marketing.

Location d'équipement neuf

La location annuelle d'un équipement «junior» neuf coûte la moitié d'un achat neuf, voire davantage. Chez Ski Shop Laval, par exemple, on demande 149\$ pour un équipement pour enfant, et 200\$ pour un équipement d'adulte.

Sports aux puces métropolitain suggère un compromis aux parents

soumis à de fortes pressions: faire la location d'un ensemble de ski et fixation neufs et de bottes usagées pour 20\$ de plus que la location toute d'occasion, soit 120\$ plutôt que 100\$. «On a mis ça en place surtout pour les jeunes filles, soucieuse du cosmétique de leurs skis, explique Steve Mercier. Les parents sont bien contents d'avoir la paix pour 20\$ de plus.»

Achat/rachat

Un équipement neuf pour enfant – ski, fixation et bottes – coûte de 200 à 280\$, selon la taille. Vous pouvez opter pour l'équivalent d'une formule achat-rachat. «Ça permet de faire grandir l'équipement avec l'enfant», souligne Geneviève Larivière, rédactrice en chef de *ZoneSkiMag*. «Mais ce n'est pas le genre de système qu'on utilise pendant dix ans.» Ainsi, chez Oberson, pour l'ensemble neuf que vous avez acheté environ 250\$, on vous accordera l'année suivante un crédit d'environ 50\$ pour les skis et 20 à 30\$ pour les bottes, soit près de 33%.

Chez Sports Experts Quartier DIX30, lorsqu'un parent rapporte un équipement junior de l'année précédente, on offre un crédit de 50% applicable à l'achat d'un nouvel équipement. Si le retour s'effectue après deux ans, le crédit baisse à 25%. Il est essentiel d'avoir en main la facture originale.

Cette formule revient approximativement au même prix que la location de matériel neuf.

Achat d'occasion

L'achat d'équipements d'occasion est la formule la plus avantageuse lorsque l'équipement peut être ensuite cédé au petit frère ou à la petite sœur.

Chez Oberson, par exemple, un équipement d'un à cinq ans d'usure peut coûter de 60 à 70\$ pour les skis, et de 40 à 50\$ pour les bottes, soit de 100 à 130\$. Chez Sports aux puces métropolitain, un ensemble coûtera 150\$ pour enfants et 200\$ et plus pour adultes.

Les bâtons ne se vendent généralement que neufs et ne sont pas inclus dans les locations. Pour les enfants, leur prix raisonnable – environ 20\$ – ne justifie pas que les magasins tiennent un inventaire de bâtons d'occasion, explique Sébastien Dubé. Les casques, pour des raisons d'hygiène cette fois, sont rarement offerts d'occasion.

ÉQUIPEMENT DE SKI: ACHAT OU LOCATION ?

	3 à 12 ans (taille junior)	13 ans et plus (taille adulte)
Achat neuf		
Ensemble skis-fixations-bottes	200 à 260 \$	400 \$ et plus
Coût annuel après crédit achat-rachat	125 \$ à 170 \$	
Bâtons	15 à 20 \$	30 \$ et plus
Casques	50 à 70 \$	100 \$ à 150 \$
Achat d'occasion	100 à 150 \$	200 à 400 \$
Location neuf un an	150 \$ et plus	200 \$ et plus
Location d'occasion un an	60 à 100 \$	100 à 130 \$
Location skis neufs et bottes d'occasion	120 \$	150 \$

Sources: Oberson Quartier DIX30, Sports Experts Quartier DIX30, Sports aux puces métropolitain, Ski Shop Laval



PHOTO BRAULT BERNARD LA PRESSE

L'ÉVÉNEMENT D'ICI AU NOUVEL AN D'INFINITI

EX35 2011 d'Infiniti

À partir de :

44 250\$*

Financement à la location de
2,9%
sur 36 mois**

Rabais à l'achat au comptant de

1 000\$

disponible sur les modèles EX35 sélectionnés*



INFINITI.

Performance inspirée™

*Le prix de vente pour un EX35 2011 (E6SG71 AA00) est 44 250\$. Prix de vente pour un EX35 avec Ensemble privilège (E6SG71 IP00) tel qu'illustré est 49 900\$. Les frais de transport et de prélivraison (1920\$), les taxes sur l'air climatisé (100\$) et les taxes sur les pneus (30\$) sont inclus. ** Offre de financement à la location sur un EX35 2011 (E6SG71 AA00) uniquement qui ne peut être combinée à l'offre de rabais à l'achat au comptant. Taux de financement à la location de 2,9% pour un terme de 36 mois. Mensualité de 399\$ avec 9 659\$ de comptant initial ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente. Première mensualité requise à la signature du contrat. Aucun dépôt de garantie. Location basée sur une allocation annuelle de 20 000 km avec kilométrages additionnels de 0,15 \$ le km. L'obligation totale de location est 24 023\$. † Recevez 1 000 \$ de rabais à l'achat au comptant d'un modèle EX35 2011 avant minuit le 31 décembre 2010. Cette offre exclut le modèle EX35 de base (E6SG71 AA00). Le rabais est déduit du prix négocié avant les taxes et ne peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat ou la location. ***, † Ces offres sont disponibles uniquement auprès d'Infiniti Canada Finance pour un temps limité, suite à l'approbation de crédit, ne peut être jumelée à aucune autre offre et peut faire l'objet de changement sans préavis. Les offres sont sujettes à la disponibilité et peuvent être annulées ou modifiées sans préavis. Taxes, immatriculation et assurances en sus et seront exigées à la livraison. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les concessionnaires peuvent devoir commander ou échanger un véhicule. Certaines conditions s'appliquent. Les véhicules et les roues peuvent différer de ceux qui sont illustrés. Voyez votre détaillant Infiniti le plus près pour connaître tous les détails ou infiniti.ca.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI	
PIB (É.-U.)	3T: 2,8% 2T: 2,5%
Ventes de maisons existantes (É.-U.)	nov.: 7,2% oct.: -2,2%
Walgreen	BPA 1T: 53¢US

DEMAIN	
PIB (Can)	oct.: -0,3% sept.: -0,1%
Ventes de maisons neuves (É.-U.)	nov.: 6,0% oct.: -8,1%

VENDREDI 24 DÉCEMBRE
Marchés fermés aux États-Unis (jour de Noël)

LUNDI 27 DÉCEMBRE	
Cal-Maine Foods	BPA 2T: 74¢

MARDI 28 DÉCEMBRE	
Marchés fermés au Canada (lendemain de Noël)	
Confiance des consommateurs (É.-U.)	déc.: 56,0 nov.: 54,1

JEUDI 30 DÉCEMBRE	
Indice PMI de Chicago (É.-U.)	déc.: 61,0 nov.: 62,5
Ventes de maisons existantes (É.-U.)	nov.: 1,0% oct.: 10,4%

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

	9	2				3		
4		1	5	2	3			
			4				7	
				6				
2		5		3			1	
		8			9			2
3								7
						5		
	1	4	8					

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	8	1	4	2	3	9	6	5
3	4	2	5	6	9	1	8	7
6	5	9	7	1	8	2	3	4
4	2	5	6	3	1	7	9	8
9	7	3	2	8	4	5	1	6
1	6	8	9	5	7	4	2	3
8	9	7	1	4	6	3	5	2
2	1	6	3	7	5	8	4	9
5	3	4	8	9	2	6	7	1

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1860

Par Fabien Savary

1859

Québec annonce une hausse du salaire minimum le 1^{er} mai

LIA LÉVESQUE
LA PRESSE CANADIENNE

Le salaire minimum passera de 9,50\$ l'heure à 9,65\$ au Québec, à partir du 1^{er} mai prochain.

La ministre du Travail, Lise Thériault, l'a fait savoir hier, par voie de communiqué.

Le salaire minimum versé aux employés à pourboire passera de 8,25\$ à 8,35\$ à la même date.

En entrevue, M^{me} Thériault a dit avoir tenu compte de plusieurs facteurs pour établir le taux horaire de ce salaire minimum, notamment la conjoncture économique encore précaire, mais aussi le fait que ces travailleurs touchent un revenu très modeste.

«Il fallait composer avec le fait d'améliorer la situation financière des personnes les plus vulnérables et soutenir l'économie et les emplois qui y sont associés, malgré le contexte économique actuel qui nous invite à la prudence», a résumé la ministre du Travail.

Elle souligne que 292 000 travailleurs bénéficieront de cette hausse, dont 183 000 femmes. Les jeunes constituent aussi une forte proportion de ces tra-

vailleurs rémunérés au salaire minimum. On retrouve beaucoup de ces travailleurs dans le secteur du commerce de détail.

Le Ministère précise que, depuis 2003, le salaire minimum a ainsi crû de 30%, pendant que l'indice des prix à la consommation progressait de 13%.

Posant un regard sur toutes ces années, la ministre Thériault souligne qu'«on a vraiment contribué à lutter contre la pauvreté, à sortir des familles de l'aide sociale pour qu'on trouve plus avantageux de retourner sur le marché du travail».

Traditionnellement, le ministre québécois du Travail annonce ces hausses plusieurs mois à l'avance, comme c'est le cas ici. «Les entreprises doivent s'ajuster dans leurs prévisions salariales; donc, ça leur permet de faire une meilleure planification», a justifié la ministre Thériault.

Tant l'Association des restaurateurs du Québec que le Conseil québécois du commerce de détail, qui représentent des employeurs versant le salaire minimum à leurs employés, jugent raisonnable la hausse annoncée par le gouvernement.

La Banque TD s'engage dans le prêt auto

TD

suite de la page 1

véhicules automobiles.

Selon les dirigeants de la TD, cette acquisition s'arrimera favorablement avec ses activités bancaires déjà bien développées dans l'est des États-Unis.

«Cette transaction permettra à la TD d'accroître considérablement son actif de prêts aux États-Unis en échange d'un investissement modeste en capital», estime Michael Goldberg, analyste des banques chez Valeurs mobilières Desjardins.

Par ailleurs, avec la relance attendue du marché automobile, la TD prévoit que cet achat contribuera à ses profits totaux dès son premier exercice complet de consolidation, qui commencera dans un an, en novembre 2011.

Selon la banque, le marché du financement de véhicules automobile aux États-Unis

atteint les 700 milliards US et il devrait croître d'au moins 200 milliards US d'ici trois ans.

Par ailleurs, contrairement à l'impression créée par la récente crise dans cette industrie, le marché des prêts automobiles a beaucoup mieux résisté à la «Grande récession» américaine que ceux des prêts hypothécaires et des cartes de crédit.

Selon des chiffres fournis par la TD, le taux de défaillance des prêts automobile s'est maintenu autour de 2% aux États-Unis depuis 2006, alors qu'il a bondi autour de 10% dans les hypothèques et les cartes de crédit.

«Le prix payé par la TD apparaît juste et le risque engagé semble modéré, considérant le potentiel d'affaires avec la reprise du marché automobile américain à moyen terme», selon Peter Rozenberg, analyste des banques chez UBS Investment, à Toronto.

En Bourse, les investisseurs en actions de la TD ont plutôt bien accueilli les détails d'une

transaction dont la rumeur courait depuis deux semaines dans le milieu financier.

Les actions de la TD ont gagné 3,6%, à 73,10\$. Elles demeurent toutefois sous leur sommet de 76,97\$ qui a été atteint le 19 avril dernier.

Cette acquisition multi-milliardaire de la TD aux États-Unis – sa deuxième en importance depuis les 8,3 milliards offerts contre Commerce Bancorp en 2008 – coiffe un important trimestre de magasinage d'actifs à l'étranger par des banques canadiennes.

Elles profitent d'un dollar canadien fort ainsi que de bilans financiers qui sont très enviables par rapport aux banques européennes et américaines.

La semaine dernière, la Banque de Montréal (BMO) a annoncé l'achat pour 4,1 milliards US d'une banque régionale du Midwest. Cette banque de 58 milliards US d'actifs s'ajoutera à la principale filiale américaine de BMO, Harris Bank, établie à Chicago.

En octobre, la Banque Royale a annoncé de son côté l'achat à Londres pour 1,5 milliard US de BlueBay Asset Management, spécialisée dans les titres à revenus fixes.

Investissement Québec compte récupérer son dû

DÙ

suite de la page 1

Dépendant du nombre d'emplois qui pourront être conservés, Electrolux devra remettre «en tout ou en partie» l'aide financière consentie par Investissement Québec, a expliqué M^{me} Béland.

«Ou bien ils vont nous rembourser en partie ou bien

au complet. Vont-ils s'engager à maintenir les emplois plus longtemps à cause du contrat? Vont-ils vouloir régler le dossier tout de suite? Il faut voir tout ça avec l'entreprise», a-t-elle précisé.

Mais, peu importe la somme exigée par Investissement Québec, le fabricant d'électroménagers est assuré de ne pas perdre au change.

Bell enrichit ses cadres

BELL

suite de la page 1

Pourquoi offrir un programme d'encouragement aussi généreux envers les cadres de Bell?

Selon la porte-parole Marie-Ève Francoeur, la création de ce régime d'intéressement vise à récompenser les gestionnaires qui ont, dit-elle, travaillé fort ces deux dernières années à faire de Bell un leader canadien des télécommunications.

«Comme vous le savez sans doute, indique-t-elle dans son courriel à La Presse Affaires, de tels programmes (d'intéressement) sont mis sur pied par des entreprises de tous genres, pour attirer et garder les meilleurs gestionnaires de haut niveau. Suite à l'échec de la privatisation de Teachers' en 2008 et pour le déploiement de notre nouvelle stratégie, BCE avait un intérêt spécial de mettre un tel programme sur pied.»

Aux actionnaires qui se sentiront victimes d'un généreux et très onéreux cadeau (une valeur de 260 millions en actions) de la part de la direction de Bell Canada à ses gestionnaires, je les invite à lire et relire les explications de la porte-parole du géant canadien des télécommunications.

«La performance de Bell ces deux dernières années, pour le plus grand bénéfice de nos

clients et de nos actionnaires, a illustré que Bell a très certainement des gestionnaires qui figurent parmi les meilleurs de l'industrie. Notre performance sur les marchés est de beaucoup meilleure à ce qu'elle était il y a deux ans et notre action a connu une croissance de plus de 60% depuis 2008 – et même de plus de 80% si on tient compte de la redistribution de dividendes. Nous croyons qu'il s'agit de la meilleure performance d'une entreprise en télécommunications en Amérique du Nord.»

La majorité des heureux gestionnaires bénéficiaires ont probablement imité leur grand patron, George Cope, qui a converti ses unités d'actions de négociation restreinte en unités d'actions différées, donc payables plus tard.

Quel est l'avantage de cette stratégie? Une question de fiscalité. Cela lui permet de reporter à plus tard les impôts à payer sur cette forme de rémunération par actions. M.

Cope entend ne se les faire payer qu'après la cessation de son emploi chez Bell.

Par ailleurs, il faut dire que les dirigeants de Bell Canada n'en sont pas à leur premier gros cadeau en actions. En juin 2008, la société leur avait versé une alléchante prime de maintien en fonction de plusieurs dizaines de millions de dollars, en actions. Pourquoi cette prime? Pour être restés en poste dans le cadre de la période transitoire (juillet 2007 à juin 2008) devant mener à la privatisation de Bell Canada par le groupe de Teachers'.

Alors que les actionnaires perdaient une fortune en voyant le prix de leurs actions chuter considérablement à la suite de l'avortement de cette privatisation, les dirigeants de Bell Canada, eux, réussissaient à empocher quand même cette généreuse prime de maintien en fonction.

Chez Bell, les dirigeants se protègent le portefeuille!

AFFAIRES
700

715 FINANCEMENT

1-877-346-2620 www.securfinance.com
Sécur Finance – Prêts hypothécaires: résidentiels, locaux, commerciaux & semi-comm., construction. info@securfinance.com

1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

FINANCEMENTMDM.COM
Prêt de 500 \$, permis de l'OPC
1-877-904-9888

AVIS
800

AVIS LÉGAUX

PERDU passeport libanais au nom de MOSTAFA HATTAB, né à Habbouch au Liban le 1 janvier 1981; je le déclare nul.

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que la compagnie **RAPIDEYUX INC.**, ayant son siège social au 2245, chemin Fleming, Mont-Royal (Québec) H3P 2N2, demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Laval, le 22 décembre 2010
Me Guy McDonald
Procureur de la compagnie

AVIS
La Presse se réserve le droit de refuser l'insertion de toute annonce contraire aux normes et traditions établies dans notre société.

AVIS
800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que la compagnie **CONCEPTION VISUELLE LÈCHE-VITRINE INC.**, ayant son siège social au 5477 Chabot, suite 200, Montréal, Québec H2H 1Z1, a l'intention de demander sa dissolution au registraire des entreprises et, à cet effet, la présente déclaration requise par les dispositions de l'article 37 de la loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et conformément à l'article 28 de la Loi sur les compagnies.
Marie-Eve Dazé

PRENEZ AVIS que la compagnie **ENTREPRENEUR WEB INC. (NEQ: 1165612996)**, ayant son siège social au 2295, Rue Chapleau, Montréal (Québec), H2K 3H8, a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises du Québec. À cet effet, elle produit le présent avis requis par l'article 28 de la Loi sur les compagnies du Québec.
Montréal, le 22 décembre 2010.

PRENEZ AVIS que la compagnie **GROUPE CONSEIL CONNEXION INC.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. Date de fin des opérations 31 octobre 2010.

PRENEZ AVIS que la compagnie **LES PRODUCTIONS LALOGUE.TV** a l'intention de demander sa dissolution auprès du Registraire des entreprises.
Francine Lareau, présidente.

VEUILLEZ PRENDRE NOTE que la compagnie **9121-9238 QUÉBEC INC.** demandera au registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.
Gilles Gratton, président.

GRANDE VENTE DE NOËL SUR VÊTEMENTS POUR HOMMES.



RABAIS DE 50% À 80%.
Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 18h
Samedi de 10h à 17h
Décembre : ouvert le dimanche de 12h à 17h
OMEGA VÊTEMENTS POUR HOMMES
491, boul. Lebeau, Saint-Laurent, H4N 1S2
au sud de Côte-Vertu
514 788-5155
www.omegahomme.com



AVIS DE DIVIDENDES

Des dividendes sur les actions suivantes de la Banque Royale du Canada ont été déclarés pour le trimestre actuel et seront payables à compter du 24 février 2011 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 26 janvier 2011 comme suit :

- Actions ordinaires**, dividende n° 494 de 0,50 \$ par action
- Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif**
- Série W, dividende n° 24 de 0,30625 \$ par action
 - Série AA, dividende n° 20 de 0,278125 \$ par action
 - Série AB, dividende n° 18 de 0,29375 \$ par action
 - Série AC, dividende n° 17 de 0,2875 \$ par action
 - Série AD, dividende n° 16 de 0,28125 \$ par action
 - Série AE, dividende n° 16 de 0,28125 \$ par action
 - Série AF, dividende n° 15 de 0,278125 \$ par action
 - Série AG, dividende n° 15 de 0,28125 \$ par action
 - Série AH, dividende n° 11 de 0,353125 \$ par action
 - Série AJ, dividende n° 9 de 0,3125 \$ par action
 - Série AL, dividende n° 9 de 0,35 \$ par action
 - Série AN, dividende n° 8 de 0,390625 \$ par action
 - Série AP, dividende n° 8 de 0,390625 \$ par action
 - Série AR, dividende n° 8 de 0,390625 \$ par action
 - Série AT, dividende n° 7 de 0,390625 \$ par action
 - Série AV, dividende n° 7 de 0,390625 \$ par action
 - Série AX, dividende n° 7 de 0,38125 \$ par action

Par ordre du conseil d'administration
Vice-présidente, conseillère générale associée et secrétaire
Carol J. McNamara
Le 2 décembre 2010

Recul du revenu net des agriculteurs

Mais les recettes du marché repartent à la hausse

HUGO FONTAINE

En 2010, les conditions économiques des agriculteurs québécois auront vraisemblablement été moins bonnes qu'au cours des trois années précédentes, révèle un indicateur avancé publié par la Financière agricole du Québec (FADQ). Mais l'organisme public ajoute que « la conjoncture est désormais propice à un redressement des recettes monétaires provenant du marché ».

Déjà, les recettes du marché ont commencé à grimper en 2010, souligne la FADQ dans son *Agroindicateur* annuel.

Après une baisse de 3,4 % au premier trimestre de 2010 (par rapport au trimestre correspondant en 2009), elles ont augmenté de 1,7 et 3,9 % dans les deux trimestres suivants. La FADQ prévoit aussi une croissance de plus de 1 % au quatrième trimestre.

Mais la Financière prévoit néanmoins un revenu agricole net entre 650 et 700 millions de dollars en 2010, en baisse notable par rapport aux résultats de 2007 à 2009, qui varient entre 764 et 794 millions. Sur les cinq dernières années (2005-2009), la moyenne est de 694 millions.

Les programmes gouvernementaux

La diminution des revenus provenant des programmes gouvernementaux, moins sollicités quand les prix augmentent, explique une partie de ce recul. Et il reste surtout une inconnue dans l'équation: la croissance des coûts et des dépenses, qu'on connaîtra plus tard.

Selon Charles-Félix Ross, économiste en chef de l'Union des producteurs agricoles, la baisse du revenu net des entreprises agricoles laisse



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Les producteurs de porcs, affligés de tous les maux depuis cinq ans, ont pu souffler un peu en 2010. Des prix en hausse ont contribué à un bond de 22 % de leurs recettes monétaires au cours des trois premiers trimestres. Et tout indique que cette croissance est encore au rendez-vous en cette fin d'année.

sous-entendre que plusieurs productions sont fragilisées, particulièrement dans le secteur animal.

Mais il confirme que les perspectives des prix sont plus réjouissantes pour les cinq années à venir, tant dans les productions animales que végétales.

Retour sur 2010

Même si les recettes du marché ont globalement augmenté en 2010, la situation est très variable d'une production à l'autre.

Chez les producteurs québécois de céréales, les conditions climatiques défavorables avaient causé une baisse des rendements pour la récolte de 2009. Pendant ce temps, la hausse des rendements aux États-Unis tirait les prix vers le bas. C'est ainsi que les ventes de soya et de maïs ont diminué de 19 % au Québec pendant les trois premiers trimestres de 2010.

La récolte de l'automne 2010 s'annonce meilleure, et, par conséquent, les revenus pour 2011.

Les aléas du climat en Russie et dans l'ouest du Canada soutiennent les prix du maïs. Et comme en agriculture les années se suivent, mais ne se ressemblent pas, les rendements sont cette fois meilleurs au Québec et moins intéressants aux États-Unis.

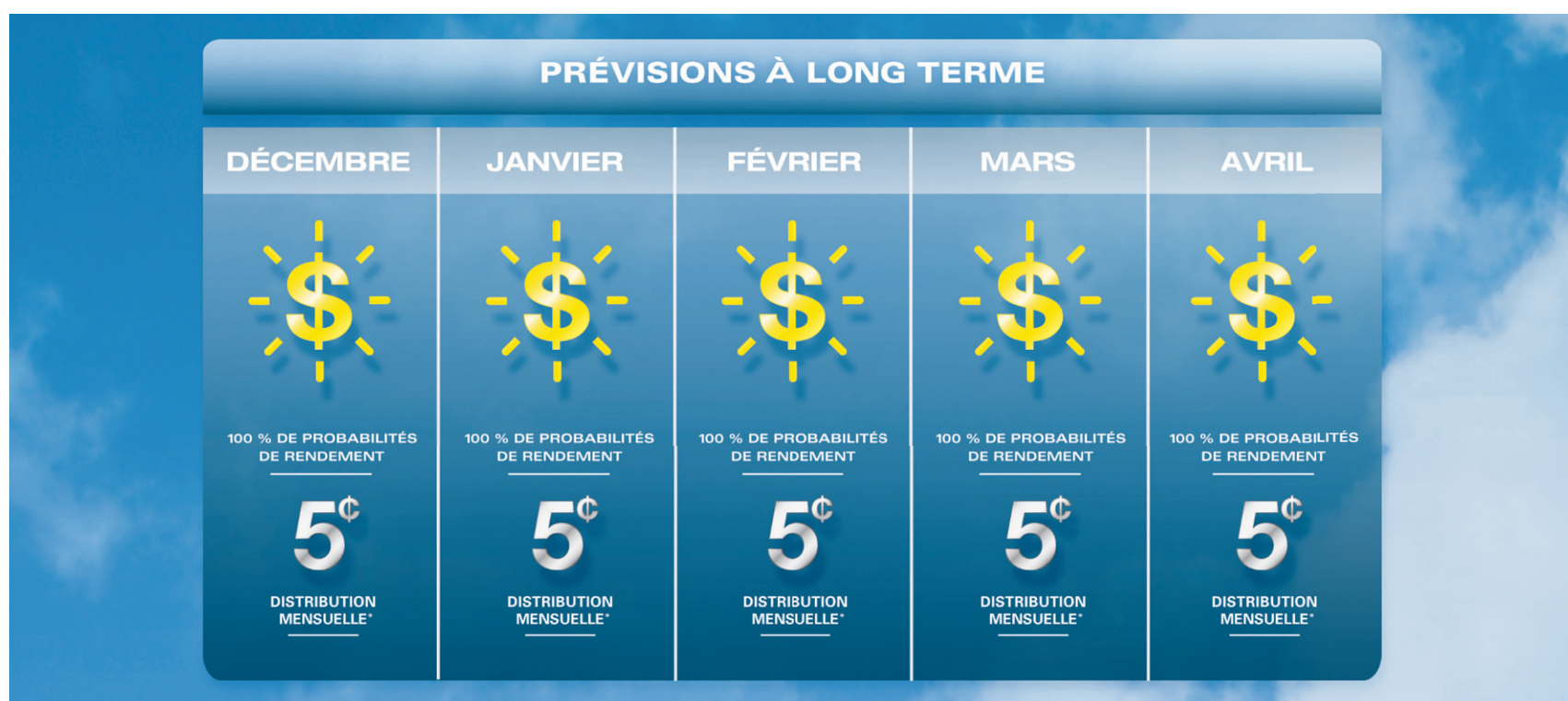
« En d'autres termes, les producteurs de maïs du Québec profitent du double avantage que confèrent des rendements élevés jumelés à des prix élevés », résume la Financière agricole.

Les producteurs de porcs,

affligés de tous les maux depuis cinq ans, ont pu souffler un peu en 2010. Des prix en hausse ont contribué à un bond de 22 % de leurs recettes monétaires au cours des trois premiers trimestres. Et tout indique que cette croissance est encore au rendez-vous en cette fin d'année.

Les éleveurs bovins n'ont pas eu la même chance. Les prix sont demeurés plus bas qu'en 2009. Dans le secteur laitier, moins volatil grâce au système de gestion de l'offre, les recettes ont avancé de 2 %.

UN RENDEMENT STABLE ET ÉLEVÉ, SANS RISQUES INUTILES. BEAU TEMPS POUR VOS FINANCES.



FONDS D'OCCASIONS DE RENDEMENT MANUVIE

Manuvie présente un fonds de placement qui offre un rendement plus élevé que celui des produits de revenu classiques, sans risques excessifs. En investissant dans une vaste gamme d'actif, nos gestionnaires de portefeuille ont toute la flexibilité nécessaire pour vous faire profiter d'occasions de rendement partout dans le monde. Vous disposez ainsi d'un revenu plus élevé chaque mois, grâce à une distribution mensuelle ciblée* à 5¢ par part. Aussi offert sous forme de fonds Catégorie de société à efficience fiscale. Pour en savoir plus, communiquez avec votre conseiller ou visitez fondscommunsmanuvie.ca



Fonds communs Manuvie

Pour votre avenir^{MC}

*Les distributions ne sont pas garanties et leur montant peut varier. Il ne faut pas confondre le versement de distributions avec la performance, le taux de rendement ou le rendement d'un fonds. Les distributions versées par suite de la réalisation de gains en capital, ainsi que le revenu et les dividendes gagnés par un fonds, sont imposables dans l'année où ils sont payés. Les résultats passés figurant dans ce document ne sont pas une indication des valeurs ou des rendements futurs. Ces données reflètent les prévisions actuelles liées au rendement futur du fonds (et aux distributions) et peuvent changer en fonction des conditions du marché et d'autres facteurs. Réservez aux conseillers. Les Fonds Manuvie et les fonds Catégories de société Manuvie sont gérés par Fonds communs Manuvie, division de Gestion d'actif Manuvie limitée. Les noms Manuvie et Fonds communs Manuvie, le logo qui les accompagne, le titre d'appel « Pour votre avenir », les quatre cubes et les mots « Solide, Fiable, Sûre, Avant-gardiste » sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers qu'elle et ses sociétés affiliées utilisent sous licence.

Le cadeau parfait
pour moins de

25\$

À Noël, offrez
à l'un de vos proches
un abonnement
à son magazine préféré.



UNE SOLUTION
PRATIQUE,
ACCESSIBLE
ET ORIGINALE!

Commandez maintenant en composant le:
1 877 687-7529

ou par internet à:
www.offremagazine.com/noel

Des publications
de Médias Transcontinental
Transcontinental

Le cadeau qui durera toute l'année!

Des chiffres et des réalités qui étonnent



RUDY LE COURS
L'ÉCONOMIE
QUI S'ÉCRIT

Pour trop de gens, pourtant instruits et curieux, l'économie reste avant tout une science sociale rébarbative, en raison d'une surabondance de concepts chiffrés et du courant libéral dominant qui anime ses débats.

Sonia Pignet et Marion Deye illustrent plutôt que l'économie, c'est-à-dire la discipline qui s'efforce de comprendre les mécanismes de la création et de l'allocation de la richesse dans une société donnée, regorge de paradoxes et de traits culturels étonnants.

Dans leur essai *Les Miscellanées de l'économie*, elles abordent sur les modes statistique, anecdotique et littéraire les grands concepts comme la monnaie, l'inflation, les taxes et le travail.

Au passage, on apprend quelques noms de devises qu'un verbicruciste un brin sadique aura soin de glisser dans un futur problème: la hryvnia ukrainienne, le tugrik mongol, sans oublier l'incontournable ariary malgache.

On est surpris de lire que



En 2009, on a recensé 215 millions de jeunes privés d'école ou de jeu pour s'esquinter dans les champs ou des usines de misère.

l'hyperinflation du Zimbabwe a forcé sa banque centrale à imprimer en 2009 des coupures de 100 000 000 000 000 (cent mille milliards) qui s'échangeaient au marché noir contre 30 dollars américains. Depuis, cet État africain écrasé par la dictature de Robert Mugabe a abandonné sa monnaie.

L'imagination des ministres des Finances en matière de fiscalité est de tout temps prodigieuse. On taxait les perruques à Venise et la poudre pour les cheveux en Angleterre, à une certaine époque. Plus surprenant encore, la ponction fiscale s'est exercée sur les couteaux-poignards, les quilles et le billard au Mississippi, sans doute pour

décourager les paris sportifs et les douces négociations qu'ils entraînent...

Il serait très injuste de réduire cet ouvrage fouillé à un chapelet de drôleries. Des sujets d'une gravité extrême sont aussi abordés comme le travail des enfants. En 2009, on a recensé 215 millions de jeunes privés d'école ou de jeu pour s'esquinter dans les champs ou des usines de misère.

M^{mes} Pignet et Deye s'intéressent aussi aux affaires. Elles ont dressé des tableaux synthétiques des rivalités Airbus-Boeing, Coke et Pepsi, Adidas et Nike, PlayStation et Nintendo, Apple et PC, etc.

Elles ont recensé les grandes fortunes du monde.

Elles synthétisent aussi les grands courants de la pensée économique, résumant de grands concepts comme le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités de revenu dans une société.

Elles rappellent la métaphore de la main invisible imaginée par Adam Smith pour tenter d'expliquer l'autorégulation des marchés... au XVII^e siècle, alors que l'industrie financière ne régnait pas encore. Elles ont soin d'ailleurs d'opposer à la précédente la théorie de l'asymétrie de l'information développée par George Akerlof, à l'aide de la métaphore du marché de la voiture d'occasion.

Elles montent en épingle quelques statistiques qui en disent long sur l'évolution de notre société et de sa productivité. En 1980 par exemple, 20% de la consommation des ménages français était consacré à l'alimentation, comparativement à 8% à l'automobile. Vingt ans après, c'est plutôt 14% dans les deux cas.

La présentation de l'ouvrage est soignée avec un graphisme recherché et quelques illustrations révélatrices. Ainsi, si le côté pile d'une pièce de un euro est le même pour tous les pays qui partagent cette monnaie, vous pourrez épater la galerie en précisant que, sur le côté face, figurent une croix à Malte et en Slovaquie, une lyre en Irlande, un oiseau en Allemagne, en Finlande et en

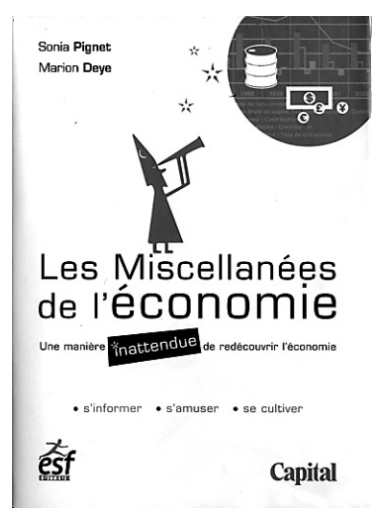
Grèce, et un pape, devinez où. Pour rendre cet étonnant digeste encore plus... digestible, les auteurs l'ont émaillé de citations de circonstances, tantôt pleines de sens, tantôt franchement loufoques.

En voici deux pour terminer cet aperçu:

De John Maynard Keynes d'abord: «Le risque d'une prédominance de la spéculation tend à grandir à mesure que l'organisation des marchés financiers progresse.»

Le mot de la fin ira à Sacha Guitry: «On dit que l'argent ne fait pas le bonheur. Sans doute veut-on parler de l'argent des autres.»

Les Miscellanées de l'économie. Sonia Pignet, Marion Deye. ESF éditeur. Issy-Les-Moulineaux. 192 pages.



FORÊT

Guy Chevette craint une pénurie d'employés

PIERRE SAINT-ARNAUD
LA PRESSE CANADIENNE

Guy Chevette avertit que le secteur forestier aura du mal à suivre la cadence lorsqu'il y aura une reprise dans l'industrie, en raison du manque de main-d'œuvre.

«C'est notre plus grande crainte, a lancé l'ex-ministre en entrevue avec La Presse Canadienne. Nous travaillons pour attirer la main-d'œuvre, mais, croyez-le ou non, les options en foresterie dans les cégeps sont presque toutes fermées au Québec. Nous sommes obligés de les former en usine. S'il y avait une reprise maintenant, il nous manquerait de 2000 à 3000 personnes certifiées.»

M. Chevette, qui aura présidé hier sa dernière réunion du Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), a lancé ce cri d'alarme à la veille de son départ à la retraite.

Règne mouvementé

Il admet, d'ailleurs, que son règne de cinq ans et huit mois au Conseil aura été passablement mouvementé.

«Je voulais finir dans l'entreprise privée, mais je ne croyais jamais que la crise aurait duré aussi longtemps. Je suis arrivé au début de la crise et elle n'est pas encore finie! J'ai trouvé ça difficile de gérer la décroissance. C'est extrêmement dur.»

Il se console toutefois du fait que des signes de reprise commencent à se manifester timidement.

«Il y a une lueur présente. Ça va aller lentement, mais ça va aller vers une pointe en 2014 où je crois bien qu'on aura une pleine reprise. Mais, d'ici là, ça va reprendre lentement, mais sûrement.»

Cette lenteur de la reprise s'explique par le fait que le nombre de permis de construction aux États-Unis, qui se situe aux environs de 2,2 millions par année, n'est plus que de 400 000. Mais même s'il y a une reprise, Guy Chevette reconnaît que l'industrie demeure constamment sous l'épée de Damoclès des mesures protectionnistes de nos voisins du Sud, qui ont d'ailleurs été à l'origine, selon lui, de la crise du bois d'œuvre et de la crise généralisée de l'industrie forestière.

D'où la nécessité, dit-il, de se diversifier.

«Je prédis un bel avenir

pour l'industrie forestière, mais ça ne sera plus exclusivement des produits traditionnels de construction. Il en restera, c'est sûr, parce que c'est important la construction en bois, mais je suis convaincu qu'on va travailler beaucoup sur les composantes de la fibre de bois.»

Nouveaux partenariats

Il note à cet égard la création de nouveaux partenariats avec d'autres industries, notamment les plastiques pour la fabrication de composites avec la fibre de bois, ou encore l'utilisation de fibres pour fabriquer de la mousse isolante, de la pâte de rayonne et l'utilisation éventuelle de la biomasse disponible dans les résidus.

La tendance, précise-t-il, est déjà bien réelle.

«Le Québec est bon premier au Canada pour les produits à valeur ajoutée et il faut continuer dans cette voie parce que, plus nous diversifions notre panier de produits, moins nous serons touchés par des crises du bois d'œuvre.»

Diversification

M. Chevette prévoit une diversification non seulement des produits, mais aussi des marchés, notant que la demande est forte en Asie, au Moyen-Orient et même en Europe. Il souligne que la Colombie-Britannique, qui exporte en masse vers l'Asie, vera sa capacité de production réduite de façon considérable, puisque la province doit couper une portion importante de sa forêt afin d'enrayer une infestation parasitaire de ses conifères.

Le taux d'inflation canadien ralentit à 2% en novembre

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — L'inflation canadienne a ralenti à 2% le mois dernier, les prix de la plupart des biens de consommation ayant enregistré une croissance moindre ou un déclin par rapport à l'année dernière.

Les prix à la consommation avaient progressé de 2,4% en octobre.

Statistique Canada a indiqué hier que les prix de plusieurs produits clés, incluant les aliments, l'essence, l'électricité et le coût de remplacement par le propriétaire, ont augmenté en novembre, mais pas autant que le mois précédent.

Et les prix de biens, tels que les légumes, les vêtements et les boissons non alcoolisées et l'in-

térêt hypothécaire, ont tous été moindres que l'année dernière.

Cela reverse la tendance de croissance de l'inflation établie depuis juillet, après que l'Ontario et la Colombie-Britannique eurent instauré la nouvelle taxe de vente harmonisée.

De même, l'indice de référence de la Banque du Canada, qui exclut des articles volatils tels que l'énergie, a reculé à 1,4% par rapport à 1,8% le mois précédent, bien en deçà la cible de 2% de l'institution.

Le ralentissement de l'inflation ne laisse plus entrevoir autre chose qu'un maintien des taux d'intérêt à leur niveau actuel, le mois prochain, lors de l'annonce prévue par le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney.

La plupart des analystes estiment que si l'inflation demeure sous contrôle, M. Carney pourrait garder le taux directeur à 1% au moins jusqu'à l'été.

En novembre, Statistique Canada rapporte que les prix de l'essence à la pompe ont augmenté de 7,2% par rapport à l'année dernière. Le mois précédent, la hausse avait été de 8,8%.

Les prix au Québec ont augmenté de 1,1% en novembre comparativement à une hausse de 1,4% le mois précédent. Les automobilistes du Québec ont payé 9% de plus pour l'essence et 2,6% de plus pour l'achat de véhicules automobiles. Les prix des vêtements pour femmes ont baissé.

Cinquième mois consécutif de hausses des ventes au détail

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le prix de l'essence en hausse a fait croître les ventes au détail de 0,8% en octobre, à 36,6 milliards de dollars.

Statistique Canada a affirmé hier que ce cinquième mois consécutif de croissance était principalement attribuable à une hausse de 7,4% dans les ventes des stations-services du pays.

Les ventes au détail ont augmenté dans 7 des 11 zones évaluées par l'agence fédérale. Mais sans l'apport des stations-services, les ventes au détail auraient perdu 0,1%.

Les affaires étaient aussi en hausse dans les magasins de meubles et d'accessoires de maison, qui ont enregistré une hausse de 2,2% dans leurs ventes.

Les ventes des marchands d'automobiles et de leurs pièces ont pris 0,3%, en hausse pour le cinquième mois consécutif. Les ventes d'automobiles neuves n'ont cependant pas bougé.

Les magasins de détail divers, incluant ceux de papeterie et de matériel de bureau, ont vu leurs ventes gagner 1,4%. Quant aux bijouteries et aux magasins de bagages et de maroquinerie, ils ont enregistré des ventes en hausse de 2%. Les ventes des magasins de fournitures de tout genre, qui incluent les grands magasins, ont perdu 1,2% en octobre.

Des baisses ont aussi été enregistrées dans les magasins d'alimentation, dans les supermarchés et parmi les boutiques de vêtements, ainsi que d'accessoires vestimentaires.

CARRIÈRES

ET EMPLOIS

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE

CIMAISE-FBA se positionne actuellement comme chef de file en développement durable appliqué à l'architecture, au-delà des certifications LEED. Afin de répondre aux défis techniques de conception et d'exploitation des bâtiments verts, CIMAISE-FBA assure l'intégration et la coordination de toutes les disciplines spécialisées au sein de ses projets innovateurs. CIMAISE-FBA est à la recherche de:

CHARGÉ(E) DE PROJETS/DÉVELOPPEMENT DURABLE-INGÉNIERIE (3 postes)
CHARGÉ(E) DE PROJETS/DÉVELOPPEMENT DURABLE-ARCHITECTURE (1 poste)

cimaise.fba

Pour plus de détails, consultez notre site Web:
cimaise-fba.com/emploi.
Envoyez votre CV à Jean-François Lepage,
Directeur Intégration Développement durable:
jf.lepage@cimaise-fba.com

CARRIÈRES

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE

ConsortiumMR.com
entrepreneur général

www.consortiummr.com

INGÉNIEUR, CHARGÉ DE PROJETS

(Envergure: de 500 000\$ à 20 millions\$)

COMPÉTENCES ET EXIGENCES:

- Détenir un diplôme d'ingénieur;
- Minimum de 3 années d'expérience pertinente: bâtiments publics et privés;
- Connaissances des lois et règlements de la construction du Québec;
- Connaissances informatiques: MS Office, MS Project.

CONDITIONS:

- Poste permanent à temps plein;
- Rémunération compétitive.

Lieu de travail: Mirabel (Québec)

Merci de faire parvenir votre curriculum vitae:

- par courrier électronique à arobitaille@consortiummr.com
- par télécopieur: (450) 971.1266
- par la poste: 14243, boul. du Curé-Labelle, Mirabel (Québec) J7J 1M2

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



FERMETURE **1254,60**
 VAR. 1J **0,60%** | 1 AN **+12,62%**
 52 SEM. HAUT **1255,82** | BAS **1010,91**

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	VAR. (%)
Brazil Bovespa (Brésil)	68 214,86	951,26	1,41
CAC 40 (France)	3 927,49	42,41	1,09
DAX (Allemagne)	7 077,99	59,39	0,85
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 647,99	26,08	0,99
FTSE 100 (Angleterre)	5 951,80	60,19	1,02
Hang Seng (Hong Kong)	22 993,86	354,78	1,57
Mexico Bolsa (Mexique)	38 230,86	255,38	0,67
NITSE MIB (Italie)	20 736,60	362,94	1,78
NIKKEI 225 (Japon)	10 370,53	154,12	1,51
S&P/ASX 200 (Australie)	4 771,90	35,30	0,75
Shanghai (Chine)	2 904,12	51,20	1,79
Swiss Market (Suisse)	6 558,17	36,92	0,57

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE **13 365,15**
 VAR. 1J **1,30%** | 1 AN **+15,67%**
 52 SEM. HAUT **13 367,60** | BAS **10 990,41**

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
HORIZONS BETA/A (HNU)	6 432 756	5,82	-7,32
ISHARES S&P/TSX (XIU)	5 480 127	19,22	1,37
MANULIFE FINAN. (MFC)	5 328 256	17,32	1,11
URANIUM ONE (UUU)	4 688 585	4,78	3,02
IVANHOE ENERGY (IE)	4 417 014	2,88	11,20
BANQUE DE MTL (BMO)	4 203 746	57,78	2,08
BANQUE TD (TD)	3 782 608	73,16	3,74
SUNCOR ENERGY (SU)	3 072 922	37,52	2,40
GOLD WHEATON (GLW)	2 803 946	5,14	0,59
TALISMAN ENERGY (TLM)	2 789 213	22,13	1,10
CANADIAN OIL (COS.U)	2 765 341	25,49	1,59
KINROSS GOLD (K)	2 719 274	18,69	0,16
AVALON RARE (AVL)	2 710 600	4,89	20,15
BANQUE ROYALE (RY)	2 649 853	51,82	2,05
WESTERN COAL (WTV)	2 534 549	12,12	0,66
ATHABASCA OIL (ATH)	2 272 284	15,80	1,67

TITRES GAGNANT

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
AVALON RARE (AVL)	2 710 600	4,89	20,15
EXALL ENERGY (EE)	945 531	2,20	17,02
IVANHOE ENERGY (IE)	4 417 014	2,88	11,20
NORTHLAND RES. (NAU)	88 402	2,98	10,37
TEMBECK (TMB)	503 459	4,00	8,11

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
POTASH CORP (POT)	467 805	144,70	3,76
AGRIUM (AGU)	646 662	85,67	2,67
BANQUE TD (TD)	3 782 608	73,16	2,64
FORTRESS PAPER (FTP)	43 982	48,55	2,05
FAIRFAX FINAN. (FFH)	14 885	402,99	1,99

TITRES PERDANT

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
HORIZONS BETA/A (HNU)	6 432 756	5,82	-7,32
DISTINCTION GROUP (GD)	16 426	2,55	-5,56
TERRAVEST (TLU)	6 000	2,25	-5,46
ORBIT GARANT (OGD)	15 210	5,66	-5,35
GENDIS (GDS)	1 666	2,37	-5,20

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
HORIZONS BETA. (HUV)	2 200	34,04	-1,30
LASSONDE INDS (LAS.A)	10 810	57,62	-0,88
BONTERRA ENER. (BNE)	21 072	49,58	-0,74
GOODFELLOW (GDL)	4 991	12,11	-0,66
HORIZONS BETA. (HUV)	1 900	18,48	-0,62

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE **2 155,83**
 VAR. 1J **0,40%** | 1 AN **+50,95%**
 52 SEM. HAUT **2 158,74** | BAS **1 342,87**

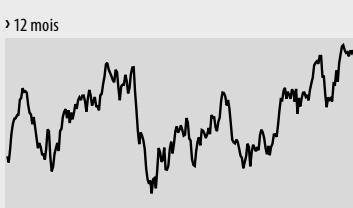
PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
SHAMARAN PETR. (SNM)	15 664 082	1,14	-4,20
NETCO ENERGY (NEI)	10 300 400	0,07	-26,32
BRIDGE RES. (BRK)	9 108 340	0,14	-9,68
CYPRESS DEVE. (CYP)	5 989 007	0,06	20,00
PUREPOINT URA. (PTU)	5 913 141	0,25	31,58
ELECTRA GOLD (ELT)	5 727 050	0,07	-18,75
PHARMAGAP (GAP)	5 152 475	0,13	4,00
QUETZAL ENERGY (QEI)	4 638 925	0,15	3,57
SEA DRAGON ENE. (SDX)	4 636 663	0,30	13,21
ASHBURTON VEN. (ABR)	4 625 143	0,18	9,09

CONSULTEZ les cotes
 boursières en tout temps
 sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



89,82 \$US

Variation 1 JOUR **+0,45 \$US**

Variation 1 SEM. **+1,74%**

Variation 1 AN **+23,94%**

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1AN (%)	15 AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	21,11	0,24	1,15	15,48	
S&P/TSX 60 (XIU)	19,22	0,26	1,37	11,68	
S&P/TSX fin. (XFN)	22,89	0,36	1,60	4,66	
S&P/TSX éner. (XEG)	20,12	0,37	1,87	10,25	
S&P/TSX or (XGO)	26,23	0,01	0,04	27,33	
Oblig. c. terme (XS8)	28,98	0,03	0,10	-1,50	
Oblig. l. terme (XBB)	29,79	-0,01	-0,03	0,51	
S&P 500 (XSP)	14,46	0,07	0,49	11,49	

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEM. HAUT	DIV. ANN.
ÉNERGIE	3 117,15 pts	1,74		9,19		
▲ Arc Energy (AET.U)	24,67	0,92	3,87	8 815	23,72	25,14
▲ Imperial Oil (IMO)	40,30	1,50	3,87	13 502	-0,89	43,50
▲ Cenovus (CVE)	32,78	0,85	2,66	10 272	23,70	33,04
▲ Encana (ECA)	29,21	0,72	2,53	18 677	-14,37	36,65
▲ Nexen (NXY)	21,84	0,53	2,49	13 017	-13,40	26,91
▲ Suncor Energy (SU)	37,52	0,88	2,40	30 729	0,83	39,45
▲ Can Natural Res. (CNQ)	43,86	0,82	1,91	15 528	15,42	43,90
▲ Enerplus Res. (ERF.U)	30,96	0,57	1,88	4 765	27,88	31,00
▲ Canadian Oil Sands (COS.U)	25,49	0,40	1,59	27 653	-14,78	33,05
▲ Enbridge (ENB)	56,03	0,75	1,36	13 361	15,22	58,25
▲ Crescent Point (CPG)	44,18	0,52	1,19	20 888	11,88	44,18
▲ Husky Energy (HSE)	25,70	0,30	1,18	9 239	-14,56	30,88
▲ Pacific Rubiales (PRE)	33,70	0,39	1,17	6 174	118,12	35,67
▲ Talisman Energy (TLM)	22,13	0,24	1,10	27 892	12,39	22,13
Transcanada (TRP)	38,24	0,23	0,61	16 443	5,66	39,28
Cameco (CCO)	40,23	0,23	0,58	9 706	18,57	40,41
Penn West Energy (PWT.U)	23,54	0,03	0,13	7 477	26,90	23,96
Niko Res. (NKO)	103,31	0,03	0,03	560	4,99	115,87
FINANCE	1 657,86 pts	1,58		5,70		
▲ Banque TD (TD)	73,16	2,64	3,74	37 826	10,92	77,37
▲ Brookfield Asset (BAM.A)	32,94	0,95	2,97	4 933	40,83	32,94
▲ Great-West (GWO)	26,01	0,66	2,60	5 332	-3,24	29,24
▲ Financière Power (PWF)	30,57	0,65	2,17	5 080	-1,64	34,23
▲ Banque de Montréal (BMO)	57,78	1,18	2,08	42 037	3,46	65,71
▲ Banque Royale (RY)	51,82	1,04	2,05	26 499	-8,12	62,89
▲ Power Corporation (POW)	27,20	0,39	1,45	4 820	-6,88	31,50
▲ Banque CIBC (CM)	79,15	1,05	1,34	16 697	16,14	81,37
▲ Sun Life (SLF)	30,69	0,39	1,29	8 497	1,45	33,46
▲ Ind. Alliance (IAG)	36,30	0,41	1,14	1 151	12,73	37,40
▲ Financière Manuvie (MFC)	17,32	0,19	1,11	53 283	-10,40	21,12
▲ Banque Laurentienne (LB)	48,51	0,51	1,06	495	13,47	49,97
IGM Financial (IGM)	43,35	0,30	0,70	2 128	2,22	45,60
CI Financial (CIX)	22,22	0,14	0,63	1 718	1,00	22,67
Fairfax (FFH)	402,99	1,99	0,50	149	-1,71	425,25
Intact Financial (IFC)	50,50	0,19	0,38	1 004	35,94	51,73
Banque Scotia (BNS)	56,19	0,11	0,20	21 696	14,16	57,37
Cominar (CUF.U)	20,90	-0,03	-0,14	621	8,01	22,50
Jean Coutu (PICA)	69,30	-1,23	-1,74	8 349	15,04	71,77
▼ Banque Nationale (NA)	69,30	-1,23	-1,74	8 349	15,04	71,77
CONSOMMATION COURANTE	1 665,33 pts	1,34		7,73		
▲ Saputo (SAP)	39,40	1,19	3,11	1 935	28,13	39,89
▲ Couche-Tard (ATD.B)	27,12	0,72	2,73	2 240	30,26	27,29
▲ Shoppers Drug Mart (SC)	38,96	0,59	1,54	2 563	-14,20	46,35
Loblaws (L)	40,72	0,33	0,82	1 973	20,19	44,98
Metro (MRU.A)	45,30	0,25	0,55	2 108	15,50	47,47
Viterra (VT)	9,34	0,05	0,54	5 072	-5,37	10,80
Weston (George) (WN)	82,65	0,35	0,43	1 568	23,51	85,90
Jean Coutu (PICA)	9,27	0,02	0,22	1 482	-4,53	10,24
Empire (EMPA)	56,16	-0,25	-0,44	265	17,74	59,99
SANTÉ	507,05 pts	1,31		56,19		
▲ SXC Health (SXC)	44,67	1,36	3,14	353	55,92	46,06
▲ Valeant Pharma (VRX)	29,59	0,31	1,06	5 926	109,60	30,85
INDUSTRIELLES	1 305,06 pts	1,25		15,09		
▲ SNC-Lavalin (SNC)	58,77	1,70	2,98	2 649	8,85	58,99
▲ CAE (CAE)	11,62	0,21	1,84	3 426	32,50	11,73
▲ Bombardier (BBD.B)	4,82	0,08	1,69	20 742	0,45	6,24
▲ Finning (FTT)	27,09	0,31	1,16	2 889	62,41	27,09
Transcontinental (TCL.A)	16,02	0,15	0,95	681	23,99	16,81
Canadian National (CNR)	67,88	0,61	0,91	3 633	18,38	69,16
Transforce (TFI)	12,91	0,11	0,86	866	53,69	13,00
Canadian Pacific (CP)	65,69	0,52	0,80	2 436	15,67	67,50
IESI-BFC (BIN)	23,95	0,09	0,38	674	41,88	25,38
Jazz Air (JAZ.U)	5,24	0,00	0,00	7 264	18,82	5,88
CONSOMMATION AUTRE	1 102,50 pts	1,15		22,64		
▲ Magna (MG)	53,60	1,70	3,28	5 307	101,28	53,88
▲ Rona (RON)	14,22	0,33	2,38	6 077	-7,96	17,73
▲ Cogeco Câble (CCA)	40,94	0,90	2,25	365	16,97	43,98
▲ Transat						

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	7,65	-0,58	47,26
Cacao (SUS/livre)	1,35	0,57	-8,49
Café (SUS/livre)	2,34	4,10	60,61
Mais (SUS/boisseau)	6,02	0,46	50,56
Soya (SUS/boisseau)	13,26	0,84	32,49
Sucre (SUS/livre)	0,33	0,18	28,88

ÉNERGIE			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	2,40	1,00	28,48
Gaz naturel (SUS/gigajoule)	4,30	-3,80	-28,10
Mazout (SUS/gallon)	2,52	1,02	29,29

Source: New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTAUX			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	1,08	2,17	6,59
Argent (SUS/once)	29,38	0,14	72,60
Cuivre (SUS/livre)	4,27	1,73	36,77
Étain (SUS/livre)	11,92	0,10	65,48
Nickel (SUS/livre)	11,15	-1,23	40,31
Palladium (SUS/once)	751,05	1,12	106,73
Platine (SUS/once)	1723,60	0,75	21,08
Plomb (SUS/livre)	1,12	0,73	6,47
Zinc (SUS/livre)	1,04	0,90	-4,63

Source: London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS					
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	9,00	01-03-11	101,54	0,87	-0,01
Canada	6,00	01-06-11	102,14	1,10	0,00
Canada	10,25	15-03-14	125,76	1,96	0,01
Canada	9,75	01-06-21	158,22	3,15	0,31
Canada	8,00	01-06-23	147,09	3,34	0,33
Canada	8,00	01-06-27	156,32	3,47	0,45
Canada	5,75	01-06-29	130,00	3,52	0,48
LES PROVINCES					
Hydro Québec	11,00	15-08-20	156,53	3,90	0,37
Manitoba	7,75	22-12-25	139,86	4,15	0,61
New Brunswick	6,00	27-12-17	116,43	3,34	0,07
Newfoundland	6,15	17-04-28	122,79	4,27	0,57
Nova Scotia	6,60	01-06-27	127,11	4,28	0,60
Ontario	6,25	25-08-28	123,32	4,34	0,62
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	113,38	1,40	-0,09
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	145,99	4,21	0,60
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	144,84	4,26	0,63
P E I	8,50	27-10-15	125,68	2,78	0,01
Québec	6,00	01-10-29	120,67	4,37	0,59
LES CORPORATIONS					
Bell Canada	7,00	24-09-27	110,56	5,99	0,10
Bombardier	7,35	22-12-26	102,00	7,13	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	113,39	4,94	0,27
Gtaa	6,45	03-12-27	116,52	4,99	0,64
Investors Gr	6,65	13-12-27	107,51	5,94	0,35
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	117,03	5,22	0,37

TAUX D'INTÉRÊT			
	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEM.	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	1,25	0,00	0,75
Taux préférentiel	3,00	0,00	0,75
Fonds à un jour	1,00	0,00	0,75
Bons du Trésor (3 mois)	0,97	-0,01	0,78
Obligations (2 ans)	1,63	-0,10	0,28
Obligations (10 ans)	3,14	-0,20	-0,37
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,75	0,00	0,25
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,13	-0,01	0,09
Obligations (2 ans)	0,61	-0,05	-0,25
Obligations (10 ans)	3,30	-0,17	-0,38
OR			
New York			
	1 388,20 \$US		
Variation 1 JOUR		+2,70 \$US	
Variation 1 SEM.		-1,10 %	
Variation 1 AN		+26,73 %	

DOLLAR CANADIEN			
EN CENTS US > 12 mois			
EN EURO > 12 mois			
	98,28 ¢US	0,7507 €	
VARIATION	-0,11 ¢	+0,0017 €	
SOMME REQUISE POUR ACHETER			
Un dollar US	101,75 ¢	1,3322 \$	
Un euro		1,3322 \$	
LES DEVICES DANS LE MONDE			
Afrique du Sud	1 \$ vaut 6,71 rands	Japon	1 \$ vaut 82,37 yens
Australie	1 \$ vaut 0,99 dollar	Liban	1 \$ vaut 1 525,49 livres
Brésil	1 \$ vaut 1,67 real	Mexique	1 \$ vaut 12,15 pesos
Chine	1 \$ vaut 6,55 renminbis	Norvège	1 \$ vaut 5,89 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,64 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,32 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut 7,65 dollars	Russie	1 \$ vaut 30,28 roubles
Inde	1 \$ vaut 44,44 roupies	Suède	1 \$ vaut 6,73 couronnes
Israël	1 \$ vaut 3,53 n.shekels	Suisse	1 \$ vaut 0,94 franc

La Bourse de Toronto bondit

LA PRESSE CANADIENNE
REVUE
BOURSIÈRE

TORONTO — La Bourse de Toronto a clôturé hier en forte hausse à la suite de l'annonce d'une transaction majeure dans le secteur financier canadien.

L'indice composé S & P/TSX a bondi de 171,87 points pour terminer la journée avec 13 365,15 points, tandis que la Bourse de croissance TSXV s'est emparée de 8,68 points pour clôturer à 2155,83 points.

Le secteur financier a avancé de 1,6 % après que la Banque TD eut indiqué qu'elle rachetait Services financiers Chrysler, l'ancienne branche de financement du constructeur automobile, des mains de la firme d'investissement privée Cerberus Capital, pour la somme de 6,3 milliards.

La banque estime que cette transaction lui permettra d'investir encore davantage sur le marché nord-américain des prêts automobiles, ce qui fera croître son portefeuille de prêts aux consommateurs.

L'action de la TD a grimpé de 2,64 \$, soit 3,74 %, pour clôturer à 73,16 \$. La banque a indiqué qu'elle n'émettrait pas de nouvelles actions pour régler la note de la transaction.

Ailleurs dans ce secteur, le titre de la Banque de Montréal s'est apprécié de 1,18 \$ à 57,78 \$, tandis que celui de la Banque Royale a pris 1,04 \$ à 51,82 \$.

« Les très grosses transactions ont généralement pour effet de faire grimper la confiance », a noté Kathryn Delgreco, conseillère en investissement chez TD Waterhouse.

« L'activité de fusion et acquisition est un élément dont le développement est très suivi à la sortie d'une réces-



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE

Le secteur financier a avancé de 1,6 % à la Bourse de Toronto après que la Banque TD eut indiqué qu'elle rachetait Services financiers Chrysler, l'ancienne branche de financement du constructeur automobile, des mains de la firme d'investissement privée Cerberus Capital, pour une somme de 6,3 milliards.

sion, puisque ces entreprises sont solides, leurs bilans sont en bonne condition, et elles recherchent des occasions de déployer de l'argent. Et c'est exactement ce que nous avons vu avec la Banque TD et la Banque de Montréal.»

Le dollar canadien s'est déprécié de 0,11 cent US à 98,28 cents US. Le billet vert américain a gagné du terrain face aux autres devises hier, mais le huard a aussi été influencé par les plus récen-

tes données sur l'inflation, qui a reculé au Canada en novembre, ce qui réduit la possibilité de voir la Banque du Canada hausser prochainement son taux d'intérêt directeur.

Le secteur de l'énergie du parquet torontois a avancé de 2 %, le cours du pétrole brut ayant gagné 45 cents US à 89,82 \$US le baril à la Bourse des matières premières de New York. L'action de Suncor Énergie a pris 88 cents à

37,52 \$, tandis que celle de Cenovus Energy s'est adjugée 85 cents à 32,78 \$.

Le cours du cuivre a atteint un niveau record hier, ce qui a fait progresser le secteur des métaux de base de 1,32 %. La livre de cuivre valait à la fermeture 4,28 \$ US, soit 7 cents US de plus que la veille. Le titre de Teck Resources a grimpé de 1,17 \$ à 58,68 \$, tandis que celui de Lundin Mining a avancé de 16 cents à 7,24 \$.

Les titres aurifères sont restés stables à Toronto, même si le cours du lingot d'or a pris 2,70 \$ US à 1388,80 \$ US l'once à New York.

Ailleurs sur Wall Street, la moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a gagné 55,03 points à 11 533,16 points, tandis que l'indice composé du NASDAQ a pris 18,05 points à 2667,61 points et que l'indice élargi S & P 500 a gagné 7,52 points à 1254,6 points.

SNC-Lavalin investit dans l'eau

PHILIPPE MERCURE

Irrigation, drainage, gestion de l'eau: SNC-Lavalin augmente son expertise dans le secteur de l'eau en avalant la petite boîte montréalaise Hydrosult.

Le cabinet-conseil ne compte que huit employés, mais il a réalisé des projets autant au Vietnam qu'au Niger en passant par l'Inde, la Chine et l'Indonésie.

Hydrosult était dirigé par Ismaïl Najjar, qui a notamment présidé le Conseil mondial de l'eau et l'Association internationale des ressources en eau. M. Najjar deviendra vice-président, ressources hydriques, chez SNC.

« La réputation et les vastes connaissances d'Ismaïl Najjar renforcent notre présence sur ce marché, en particulier en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie », a

dit hier Jim Burke, vice-président directeur du Groupe SNC-Lavalin.

Le coût d'acquisition n'a pas été dévoilé. Selon Pierre Lacroix, analyste chez Valeurs mobilières Desjardins, il devrait toutefois se situer quelque part entre 700 000 \$ et 1,2 million.

Le marché a bien réagi, le titre de SNC gagnant tout près de 3 % pour clôturer à 58,77 \$ à la Bourse de Toronto.

Selon M. Lacroix, l'acquisition, bien que de petite taille, est stratégique pour SNC-Lavalin.

« Ce qu'ils vont chercher avec ça, c'est deux choses: l'expertise et la liste de clients. Le nerf de la guerre dans ce domaine, c'est le know-how, l'expertise de savoir comment faire des projets », explique l'analyste.

« La demande en services d'irrigation et de pla-

nification des ressources hydriques ne cesse d'augmenter sur le marché international », a indiqué hier SNC-Lavalin, qui compte conserver les huit employés d'Hydrosult.

Les deux entreprises avaient déjà collaboré en formant un partenariat pour un projet en Afghanistan.

Il s'agit de la cinquième acquisition de SNC cette année.

CGI conseillera des organismes de santé américains

LA PRESSE CANADIENNE

CGI Federal, filiale du Groupe CGI inc., vient d'obtenir un contrat de sous-traitance pour fournir des conseils de gestion à des organismes de services de santé du gouvernement américain.

Ainsi, CGI Federal four-

nira de la technologie de l'information, des conseils et du soutien aux US Department of Health and Human Services et aux Centers for Disease Control and Prevention (CDC).

Le contrat de sous-traitance s'inscrit dans le cadre d'un contrat accordé à ICF International.

CGI n'a pas dévoilé les dispositions financières du sous-contrat, mais l'ensemble du contrat accordé par les autorités américaines est d'une valeur de quelque 4 milliards US à être répartis entre des candidats potentiels en concurrence.

« Nous sommes fiers d'être partenaires de l'entreprise

ICF pour soutenir les efforts de l'organisme (américain) pour faire progresser la santé et la protection du public américain », a indiqué Cheryl Campbell, vice-présidente de CGI, ajoutant: « CGI fournira son expertise dans le domaine de la santé au niveau fédéral et son expérience de la technologie

pour aider les CDC à réaliser leur importante mission au chapitre de la santé publique. »

Le contrat de sous-traitance comprend deux années de base et quatre options de deux ans.

Hier, à la Bourse de Toronto, l'action de CGI a gagné 20 cents, à 16,75 \$.

LA PRESSE AFFAIRES

EBI-ENVIRONNEMENT

Des camions qui carburent aux ordures

PHILIPPE MERCURE

Faire rouler des camions qui collectent les ordures... avec des ordures. C'est l'idée d'EBI-Environnement, qui utilisera les gaz s'échappant des sites d'enfouissement pour propulser sa flotte de camions de déchets.

L'entreprise de Berthier remplacera graduellement ses 189 camions de collecte résiduelle par des véhicules capables de fonctionner au gaz naturel – un gaz naturel qu'elle produit elle-même depuis 2004 en récoltant les biogaz s'échappant d'un site d'enfouissement.

« On vient boucler la boucle », rigole Denis

Boivin, responsable des communications chez EBI-Environnement.

Une bonne partie du parc de camions d'EBI arrivait à la fin de sa vie utile. Plutôt que de les remplacer par des véhicules équivalents, l'entreprise a décidé d'en commander de nouveaux à Labrie Groupe Environnemental, un fabricant québécois de camions de déchets et de recyclage.

Ces nouveaux modèles fonctionnant au gaz naturel coûteront 20 000\$ de plus chacun qu'un camion conventionnel. Considérant que certains camions seront remplacés plus rapidement que prévu, EBI évalue que sa conversion



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Bientôt, des camions de collecte d'ordures pourront rouler grâce aux... déchets. EBI-Environnement remplacera ses 189 camions par de nouveaux véhicules fonctionnant au gaz naturel.

devrait coûter entre 3 et 5 millions par année pendant trois ans.

Mais l'entreprise épargnera ensuite sur le coût du carburant. Le diesel lui coûte

actuellement environ un dollar le litre, alors qu'elle produit son gaz naturel pour 47 cents.

Gaz Métro Solutions Transport, filiale de Gaz

Métro, installera des installations de ravitaillement en gaz naturel dans les municipalités desservies par EBI.

EBI a aussi confié à une firme spécialisée le soin de voir s'il pourrait être rentable d'enregistrer les crédits de carbone générés par le changement de combustible.

L'entreprise affirme que son projet lui donnera le titre de première entreprise carbonéutrice de son secteur au Canada. EBI voit aussi son projet comme une vitrine lui permettant de montrer les débouchés de son gaz naturel propre.

« On a déjà des clients importants, mais on veut commencer à en vendre davantage, que ce soit aux consommateurs, aux édifices LEED (une certification environnementale) ou aux autres projets environnementaux », dit M. Boivin.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS - ENCANS

Appel d'offres

Montréal

Service du développement
et des opérations

Appel d'offres: 1131

Reconstruction d'un égout combiné et d'une conduite d'eau secondaire, là où requis, dans le chemin de la Côte –Saint-Paul, de la rue Sainte-Marie à la rue Saint-Rémi. • Arrondissement Sud-Ouest. L'ouverture de la soumission prévue pour le 22 décembre 2010 est reportée au 2 février 2011 à 14 h dans les locaux de la Direction du greffe de l'hôtel de ville, Montréal, le 22 décembre 2010

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

OACIQ
ORGANISME D'AUTORÉGLEMENTATION
DU COURTAGÉ IMMOBILIER DU QUÉBEC

AVIS DE SUSPENSION
DU PERMIS DE M. LEON KORDZIAN
(Dossier : 33-09-1215)

AVIS est donné par les présentes que M. Leon Kordzian, ayant été détenteur d'un certificat de courtier immobilier agréé (C0259) et ayant exercé dans un établissement situé à Montréal, a été trouvé coupable par le comité de discipline de l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec des infractions résumées comme suit :

1er chef : Concernant un immeuble, avoir :

- a) le ou vers le 24 octobre 2007, demandé à un représentant du vendeur le versement d'une somme d'argent à titre d'avance sur une rétribution;
- b) le ou vers le 24 octobre 2007, obtenu un chèque émis par le vendeur;
- c) le ou vers le 9 novembre 2007, demandé au représentant du vendeur le versement d'une seconde somme d'argent à titre d'avance sur une rétribution;
- d) le ou vers le 9 novembre 2007, obtenu un chèque émis par le vendeur;
- e) à compter du 4 avril 2008, refusé, omis et/ou négligé d'obtempérer à la mise en demeure du vendeur visant à obtenir le remboursement des sommes données;
- le tout contrairement aux articles 1 et 13 des Règles de déontologie de l'ACAIQ.

2e chef : Avoir abusé de la confiance d'un promettant-acheteur dans le but de s'approprier ou d'obtenir une somme d'argent, notamment :

- a) le ou vers le 28 mars 2008, en laissant croire faussement qu'il agissait à titre de représentant d'un prétendu courtier immobilier et ce, en soumettant le document intitulé « mandated investment proposal » au promettant-acheteur;
- b) le ou vers le 28 mars 2008, en obtenant du promettant-acheteur une somme d'argent sur la base de fausses représentations;
- c) le ou vers le 28 mars 2008, en omettant de déposer une somme d'argent dans son compte en fidécommiss;
- d) le ou vers le 18 avril 2008, en laissant croire faussement qu'il agissait à titre de représentant d'un prétendu courtier immobilier et ce, en soumettant une correspondance à l'attention du promettant-acheteur;
- e) le ou vers le 18 avril 2008, en obtenant du promettant-acheteur une somme d'argent sur la base de fausses représentations;
- f) le ou vers le 18 avril 2008, en omettant de déposer ladite somme dans son compte en fidécommiss;
- g) le ou vers le 11 juillet 2008, en obtenant du promettant-acheteur une somme d'argent sur la base de fausses représentations;
- h) le ou vers le 11 juillet 2008, en omettant de déposer ladite somme dans son compte en fidécommiss;
- i) le ou suivant le 4 décembre 2008, en ne remboursant pas ces sommes d'argent reçues du promettant-acheteur;
- le tout contrairement aux articles 1 et 13 des Règles de déontologie de l'ACAIQ, à l'article 104(3) du Règlement de l'ACAIQ et à l'article 11 de la Loi sur le courtage immobilier.

4e chef : Entre les ou vers les 14 janvier 1999 et 19 mars 2008, avoir signé divers documents intitulés « affidavit » consacrant un engagement de sa part à consentir à l'enregistrement d'une hypothèque immobilière sur un immeuble alors qu'il n'était pas le propriétaire inscrit au registre foncier de cet immeuble et ce, dans le but de faciliter l'obtention de sommes d'argent de la part de tiers, notamment dans les cas suivants :

- a) le ou vers le 1er janvier 2006, pour l'obtention d'une somme d'argent de la part d'un investisseur;
- b) le ou vers le 1er avril 2006, pour l'obtention d'une somme d'argent de la part d'un investisseur;
- c) le ou vers le 19 mars 2008, pour l'obtention d'une somme d'argent de la part d'un investisseur;
- d) le ou vers le 19 mars 2008, pour l'obtention d'une somme d'argent de la part d'un investisseur;
- e) le ou vers le mois de décembre 2005, dans le but d'obtenir une somme d'argent de la part d'un investisseur;
- f) le ou vers le 15 septembre 2005, dans le but d'obtenir une somme d'argent de la part d'un investisseur;
- g) le ou vers le 15 septembre 2005, dans le but d'obtenir une somme d'argent de la part d'un investisseur;
- le tout contrairement aux articles 1 et 13 des Règles de déontologie de l'ACAIQ.

5e chef : Suivant le 13 novembre 2008, ne pas avoir procédé à la conservation et la tenue de ses dossiers, livres et registres;

le tout contrairement aux articles 130(3), 140 et 143 du Règlement de l'ACAIQ.

6e chef : Ne pas avoir collaboré avec le Service d'inspection professionnelle de l'ACAIQ, notamment :

- a) en omettant de donner suite, dans les délais requis, à une correspondance datée du 5 décembre 2008;
- b) en omettant de donner suite, dans les délais requis, à une correspondance datée du 22 décembre 2008;
- le tout contrairement à l'article 117 de la Loi sur le courtage immobilier et à l'article 54 des Règles de déontologie de l'ACAIQ.

Le 22 octobre 2010, le comité de discipline a imposé à M. Leon Kordzian la suspension permanente de son permis de courtier immobilier sur les chefs 1, 2, 4, 5 et 6 de la plainte.

Le présent avis est donné en vertu de l'article 98.1 de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., c. C-73.2) et de l'article 33 du Règlement sur la délivrance des permis de courtier ou d'agence.

En vertu de l'article 143 de la Loi sur le courtage immobilier, l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec est devenue, depuis le 1er mai 2010, l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec.

Brossard, ce 9 décembre 2010

Chantal Peltier
Secrétaire du comité de discipline

Le ciel chinois s'ouvre
aux hélicoptères et jets privés

SÉBASTIEN BLANC
AGENCE FRANCE-PRESSE

PÉKIN — Après des années au cours desquelles les riches Chinois et les aviateurs étrangers ont piaffé d'impatience, le ciel de la Chine s'ouvre enfin aux vols privés, présageant un essor en flèche du secteur.

Les fabricants d'hélicoptères ou de jets d'affaires prévoient de multiplier leurs ventes, à l'image du Français Dassault Falcon, qui vient d'installer son bureau Asie à Pékin, nouveau « centre de gravité » du marché.

L'espace aérien de la Chine – troisième plus vaste pays de la planète – reste sous le contrôle étroit des militaires. Mais les restrictions imposées par l'Armée populaire de libération se sont récemment assouplies et la libéralisation devrait s'accroître.

Il fallait auparavant une semaine pour obtenir des autorités l'approbation d'un plan de vol privé, aujourd'hui une journée voire quelques heures suffisent.

Le gouvernement, qui encourage les puissants conglomérats chinois à investir outre-mer – notamment en Afrique, moins bien desservie par les lignes commerciales, a compris l'utilité de l'aviation d'affaires, explique à l'AFP Frank Lee, PDG de la China Private Aviation Company (CPAC).

Certains jets d'affaires

permettent depuis Pékin de rallier sans escale Londres, Nairobi ou Los Angeles.

Développement rapide

L'aviation privée en Chine « va être l'un des secteurs au développement le plus rapide ces 10 prochaines années, assure M. Lee. Chaque année, la croissance dépasse 30 % et cela s'accélère. »

Il faut dire que les ventes partent de pratiquement zéro: sur 15 000 jets d'affaires dans le monde, plus de 10 000 se trouvent aux États-Unis et moins de 150 en Chine.

John Rosanvallon, patron de Dassault Falcon, confirme le démarrage « brutal » du marché, avec des clients qui « veulent tout de suite les plus gros avions ».

« On voit depuis moins de deux ans une activité qui devient importante, indique-t-il à l'AFP. À l'horizon de deux-trois ans, la Chine va représenter non plus 1 % mais 10 % de notre marché mondial. »

Dassault ambitionne de vendre à moyen terme une dizaine d'avions d'affaires par an dans le pays, à un prix unitaire de 30 à 50 millions de dollars.

Il s'est positionné moins vite que son principal concurrent, l'américain Gulfstream, qui affirme détenir 63 % du marché des gros jets en Chine (y compris Hong-Kong et Macao).

« Nous sommes très confortés par ces chiffres », confie à l'AFP Jeff Miller, vice-président de la communication de Gulfstream.

Les millionnaires chinois s'achètent souvent un jet « pour la frime » ou pour rivaliser avec une connaissance également fortunée, explique Walter Wang, rédacteur en chef de *Jet Asia Pacific*.

Certains avions, sans le nombre réglementaire de pilotes et de membres d'équipage, restent même ensuite cloués sur le tarmac, relate-t-il. Les acheteurs vont selon lui peu à peu devenir plus « rationnels » et voir leur jet comme un « outil » d'expansion commerciale.

Pour conquérir ces gros budgets prêts à « flamber », un salon se tient désormais chaque printemps dans l'île tropicale de Hainan.

Les perspectives sont aussi roses pour le secteur des hélicoptères et des petits avions, avec les grands constructeurs mondiaux – Eurocopter, Bell, Robinson, Agusta, Cessna – dans les starting-blocks en Chine.

Le mois dernier, le Conseil d'État et la Commission militaire centrale ont diffusé une circulaire commune sur « l'ouverture progressive » de l'espace aérien de basse altitude chinois, celui où évoluent ces appareils.

En clair, les délais d'obtention des laborieuses autorisations de vol auprès des autorités civiles et militaires

SOUTIEN DES VENTES D'AVIONS

L'accord OCDE est en cours
de finalisation

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Le texte réformant le mécanisme de soutien aux ventes d'avions, dit crédits export, n'est pas encore finalisé, négociateurs européens et américains poursuivant les discussions sur des points de détails, a-t-on appris hier de sources concordantes.

Ce dispositif financier, dont le cadre est négocié à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), permet actuellement aux compagnies aériennes étrangères de profiter d'une garantie de prêt gouvernementale qui facilite l'achat d'appareils Airbus ou Boeing, via des organismes comme la Coface en France, l'Exim Bank aux États-Unis, l'EDCG au Royaume-Uni et Euler Hermes en Allemagne.

« En tant que membre du groupe de travail, Boeing continue de prendre part au processus de négociations sur l'ASU » (Aircraft Sector Understanding on

Export Credits for Civil Aircraft, accord du secteur aéronautique sur les crédits export destinés aux avions civils, ndlr), a indiqué hier le constructeur américain à l'AFP.

« Cependant, nous n'avons pas encore passé en revue la dernière ébauche (de texte) d'un nouvel accord et rien n'a été finalisé », a-t-il ajouté.

« Il n'y a plus de négociations officielles au siège de l'OCDE. Les négociateurs ont arrêté de discuter formellement vendredi, mais ils continuent de travailler sur l'ébauche d'un texte. Ils envoient actuellement leurs offres et contre-offres sur leur chiffrage », a déclaré une source proche du dossier, sous couvert d'anonymat.

Selon elle, l'un des points d'achoppement est la question des « grandfathering » (clause d'antériorité): certaines commandes Airbus et Boeing passées avant 2007 resteront soumises au régime antérieur. Reste à déterminer combien d'avions.

Boeing n'a pas souhaité commenter ces informations, renvoyant vers le gouvernement américain le représentant auprès de l'OCDE.

Airbus n'était pas immédiatement joignable.

Les crédits export à l'aéronautique, déjà réformés en 2007, sont actuellement dénoncés par les compagnies européennes et américaines qui en sont exclues. Celles-ci réclament même l'abolition de ce système qui favorise, selon elles, les achats d'avions par leurs concurrents du Golfe ou asiatiques.

Airbus et Boeing veulent au contraire le maintien de ce dispositif qui permet de ce nombreuses compagnies étrangères de financer leurs achats d'avions.

Lundi, l'OCDE s'était dite optimiste « quant au fait que tous les pays concernés aboutiront bientôt à un accord ». Une source européenne proche du dossier avait de son côté souligné que les négociations s'étaient accélérées ces derniers jours et qu'un accord était imminent.

DIVIDENDES

Computershare

Avis est donné par les présentes que le dividende suivant été déclaré :

ÉMETTEUR	ÉMISSION	CLÔT. DES REG.	PAIEMENT	TAUX
AirBoss of America Corp.	Ordinaire	31 décembre 2010	20 janvier 2011	0,03 \$